en avant

De larges pans de la population se mirent à rêver à haute voix d'un Etat idéal, d'un Etat où la justice et la loi de Dieu régneraient et s'appliqueraient à tous. L'Etat islamique n'était pas encore défini qu'on savait déjà que c'était en l'occurrence le non-Etat algérien. La rue trouva rapidement en son sein des mandataires pour exploiter l'ire populaire et la canaliser vers le projet qui remporta les suffrages en juin 1990 et décembre 1991. Elle conspua les *«zaïms»* et applaudit à tout rompre les *«chouyoukh»*. Influençable, sensible au merveilleux, émotif, encore dans l'enfance de la raison, l'être chlorophyllien se déguisa en homo religiosus avec l'espoir de faire d'une pierre deux coups : resquiller ici-bas et dans l'au-delà. L'homme est un composé de pulsions naturelles que la société, pour exister et durer, doit conditionner et adapter continuellement. Elle doit les orienter vers des expressions pacifiques (compétition économique, émulation intellectuelle, performances sportives, activité politique, vie associative, créativité artistique…) et non les ignorer ou les contrecarrer par des dispositifs allant à l'encontre de leur légitime épanouissement. Les révoltes sociales ont toujours eu pour cause le blocage du désir de promotion des citoyens et leur aspiration au mieux-être par des politiques contraignantes se manifestant à travers des mesures d'obstruction et de restriction. L'identité de la politique qui s'inscrit à contre-courant de ces tendances naturelles et légitimes est secondaire : elle sera tôt ou tard combattue et rejetée.

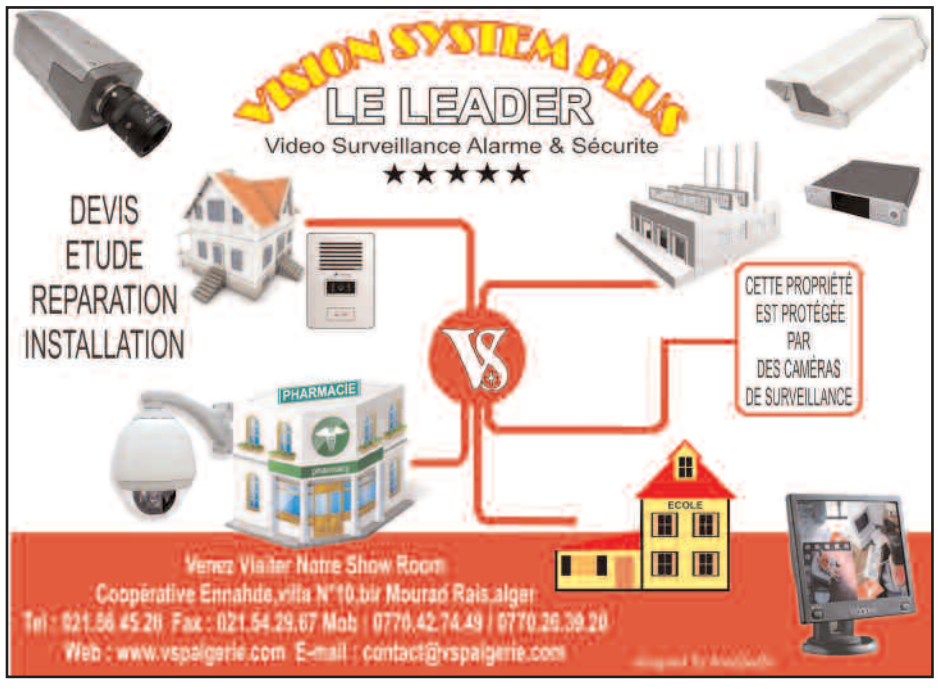
Le dirigisme a échoué en Algérie comme dans tous les pays où il est apparu, car, en dépit de ses arguments, dont certains sont sensés, il a concentré la décision, gelé les initiatives et les libertés, nié les pulsions naturelles, proscrit l'espoir et le rêve, interdit la possession et le gain mérité. Il est normal que l'homme, placé dans de telles conditions, improvise sa défense, cherche à s'en sortir par des moyens licites ou illicites, et finisse par se soulever s'il ne trouve aucune issue à son désespoir. Quand on abolit la propriété privée, on n'a pas aboli l'instinct de possession qui est inhérent à l'homme et nécessaire à sa perpétuation, on a seulement perverti les idées et les relations entre l'Etat et les citoyens. La propriété publique n'est pas la somme des propriétés individuelles, mais l'abandon du bien collectif et son gaspillage sans que quiconque s'estime concerné. Dans un pays où la notion de *beylik* a négativement marqué les esprits, la propriété publique ne pouvait être perçue que comme la négation des individus réels au profit d'une abstraction désincarnée. C'est ainsi que l'économie publique n'a pas profité aux travailleurs, mais seulement aux rentiers. Quand l'heure de la vérité sonna, on ne trouva derrière cette chimère qu'appauvrissement, sabotage et pots-de-vin. Elle s'est soldée en définitive par l'enrichissement illicite de quelques-uns des privilèges et des dérogations pour un petit nombre, et le ressentiment et le chômage pour le reste. Nous avons déjà parlé en d'autres occasions des types sociologiques générés par cette politique : le *hittiste*, le trabendiste et, plus tard, le terroriste et le *harraga.* Il faut revenir sur les deux premiers pour les regarder de plus près. Le *hittiste* c'est l'image vivante de l'être abandonné à son sort, non rattaché à un ensemble, non impliqué par ce qui se passe autour de lui. Ce n'est pas le chômeur des économies en récession qui court d'une agence d'emploi à une autre, ou parcourt chaque matin les annonces des journaux, mais l'être exclu dont on a lié les mains et les idées et qui est convaincu que tout lui est irrémédiablement fermé. Adossé au mur (sens du mot *hittiste*) ou les bras croisés sur le bord du trottoir, il regarde passer les autres et avec eux son temps et sa vie. Né dans un univers où l'initiative personnelle n'existe pas, où elle est mal vue, où tout doit venir d'«en haut», il est condamné à la panne sèche dès le moment où rien n'en vient. Or, «en haut», on n'a pas pensé à libérer les gens de l'ancienne relation ombilicale, on a persisté au contraire à leur faire croire que la machine a connu certes quelques ratés, mais qu'elle allait bientôt redémarrer. Si l'oisiveté est mère de tous les vices, le *hittisme* c'est un cran au-dessus, c'est la vacance totale de l'âme, la démobilisation cérébrale, le regard de haine et de soupçon jeté sur les autres, leurs voitures rutilantes et leurs habits. Un tel être est prêt à toutes les aventures car il croit sincèrement qu'on l'a privé de sa part, que tout le monde s'est servi sauf lui, et qu'il est le dindon de la force. Il fulmine silencieusement contre l'Etat qui ne l'a pas employé et ne le logera pas. Il ne se prépare pas à revenir à la société, mais cherche le moyen de la quitter ou de se venger d'elle. Le «trabendiste» est l'expression de l'«agent économique» dénaturé, de l'activité souterraine et de l'évasion fiscale. Son dynamisme ne correspond à aucune logique mais illustre les penchants désordonnés d'une non-société livrée à la débrouille et à la *qfaza*. Le «trabendo» est né de la pénurie de l'économie dirigée. C'est le règne de l'esbroufe et de la contrebande, le passage entre les mailles des filets de la douane et du fisc. Néanmoins, c'est grâce à lui que l'économie algérienne tient encore : il pourvoit le marché en tout, occupe des milliers de jeunes et nourrit des centaines de milliers de personnes, mais il reste malsain dans son principe. L'idée que l'indépendance ouvrirait l'ère de l'abondance a été utilisée très tôt et jusqu'à l'inconséquence par le discours nationaliste. L'Etat populiste l'a reprise à son compte et s'en est prévalu pour prouver son omnipotence. Parti d'une inspiration pseudo-humaniste, le populisme devait aboutir à des ravages : exode rural, abandon du travail de la terre, mépris des métiers traditionnels, explosion démographique, gaspillage… Pis encore, il allait déstructurer mentalement l'Algérien en lui faisant croire qu'on pouvait vivre sans travailler, que les études ne servaient à rien et que le «militantisme» dans le parti unique suffisait pour nourrir son homme. A la question «qu'est-ce que vivre ?», un philosophe a répondu : «Vivre c'est se diriger vers quelque chose, c'est cheminer vers un but. Le but n'est pas mon chemin, n'est pas ma vie. C'est quelque chose à quoi je la dévoue.» Pour que la marche des Algériens eut en 1962 une direction et leur vie une signification autre que zoologique, il eut fallu leur indiquer un but, leur fournir des raisons et des modalités pour qu'ils vivent les uns avec les autres, les uns des autres, à l'intérieur de valeurs consensuelles et de normes sociales et économiques rationnelles et équitables. Or, à part celui de devoir ouïe et obéissance à leurs dirigeants, aucun idéal commun, aucune liberté d'entreprendre, aucun rêve collectif ne leur furent offerts à l'indépendance. Sitôt terminé, le combat pour la libération du pays, le système politique imposé aux Algériens leur dit : ne bougez pas, ne faites rien et ne dites rien, on s'occupe de tout ; nous savons où nous vous menons et on fera votre bonheur, vous verrez ! Ils ont écouté leurs dirigeants autoproclamés, patienté pendant trente ans, puis un jour, ils prirent conscience que c'était pour rien, qu'on les avait livrés à la précarité et à l'insécurité et contraints à l'immigration n'importe où. Leurs espérances ont accompagné les fausses promesses des dirigeants qui leur avaient fait croire que l'indépendance leur apporterait tout, automatiquement. Le travail, le logement, la justice et la *kima* dans le monde devaient être leur lot, leur dot. Le pouvoir les avait déchargés de toute mission et de tout embarras du choix et exonérés de toute contribution à la réflexion et aux décisions engageant l'avenir. Il les adjurait régulièrement de rester «durs de tête» et «mendiants et orgueilleux», les laissant dans une totale disponibilité mentale et culturelle jusqu'à ce qu'ils deviennent les âmes vacantes que des illuminés sont venus arracher de leurs gonds pour les précipiter dans le reniement du moi national, le rejet de l'Etat et la haine fratricide. Les Algériens n'étaient assurément pas un peuple à contraindre par la force ou à berner par le boniment. Il n'y a pas plus difficile que lui à gouverner par la trique : les divers occupants et l'Etat populiste l'ont appris à leurs dépens. Il s'est tu devant les abus et a supporté les atteintes à sa liberté et à sa dignité jusqu'à ce que la mesure soit dépassée. Il a alors retiré sa confiance à ses dirigeants et disposé de son libre-arbitre, fut-ce pour tout démolir.

N. B.

Quand l'heure de la vérité sonna, on ne trouva derrière cette chimère qu'appauvrissement, sabotage et pots-de-vin. Elle s'est soldée en définitive par l'enrichissement illicite de quelques-uns, des privilèges et des dérogations pour un petit nombre, et le ressentiment et le chômage pour le reste.

L'idée que l'indépendance ouvrirait l'ère de l'abondance a été utilisée très tôt et jusqu'à l'inconséquence par le discours nationaliste. L'Etat populiste l'a reprise à son compte et s'en est prévalu pour prouver son omnipotence. Parti d'une inspiration pseudo-humaniste, le populisme devait aboutir à des ravages : exode rural, abandon du travail de la terre, mépris des métiers traditionnels, explosion démographique, gaspillage…

Publicité



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Agence de Gestion et de Régulation
Foncières Urbaines de la Wilaya de Blida
A.G.R.F.U.W.BLIDA
BOULEVARD MAHDJOUB BOUALEM BLIDA
TÉL. : 025-41 83-63 / 025-39-11-92

AVIS D'APPEL D'OFFRE INFRUCTUEUX

En application des dispositions du décret présidentiel 12-23 du 18/01/2012 modifiant et complétant le décret présidentiel 10-236 du 07/10/2010 portant réglementation des marchés publics.

La commission d'évaluation des offres à déclaré l'avis d'appel d'offre national restreint relatif à la réalisation des travaux de :

- Reste à réaliser des 45/100 Logements Sociaux Participatifs à Chebli en TCE - Wilaya De Blida.

Paru dans les quotidiens nationaux à savoir « echorouk » en date du 09/04/2012 et le BOMOP en date du 22/04/2012, **infructueux** pour le motif suivant :

- Une seule entreprise pré-qualifiée dans l'évaluation de l'offre technique.

Anep n° 302 398 - Le Soir d'Algérie du 10/06/2012